

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales de ce mardi 1er novembre 2022

SOMMAIRE

- Sud-Kivu : Une marche annoncée ce mercredi pour dénoncer l'agression de la RDC par le Rwanda / M23
- La MettelSat annonce de fortes pluies sur la ville de Kinshasa
- Combats FARDC-M23 : de nouvelles vagues de déplacés signalées à Rutshuru
- Participation des Femmes et des filles aux élections de 2023 : Les Avis Des OSC Convergent
- Elections des Femmes (2023) : « Quand la femme dirige, elle travaille avec bonté, son cœur de mère pour le bien-être de tous. » (Gaudens Maheshe)
- Loi de finances 2023 : Sama Lukonde attendu à l'Assemblée nationale ce mardi pour répondre aux préoccupations des députés
- Agression dans l'Est : Kinshasa annonce retracer l'implication de Kampala aux côtés du M23
- Nord-Kivu : le gouverneur militaire appelle la population à la vigilance tous azimuts
- Combats FARDC-M23 : L'UE appelle à la mise en œuvre effective des engagements politiques de Luanda et de Nairobi
- Rutshuru : Human Rights Watch redoute des "exactions généralisées" après l'expansion des zones sous contrôle du M23 à Rutshuru
- Nord-Kivu : 4 personnes tuées par des inconnus armés à Beni, (Société civile)
- Dr Mukwege : « L'occupation de Rutshuru et Kiwanja illustre de manière patente l'échec de l'état de siège et de la gouvernance sécuritaire »

1. DROITS HUMAINS

Sud-Kivu : Une marche annoncée ce mercredi pour dénoncer l'agression de la RDC par le Rwanda via le M23

Des organisations de la société civile du Sud-Kivu notamment le bureau de coordination et la Nouvelle Dynamique de la Société du Sud-Kivu (NDSCI) annoncent une manifestation publique, ce mercredi 2 novembre 2022, sur toute l'étendue de la province. Ce, pour dénoncer l'agression de la République démocratique du Congo par le Rwanda sous couvert du mouvement terroriste M23. Selon un communiqué signé conjointement par Andrien Zawadi, président de la société civile, et Jean Chrysostome Kijana, président de la NDSCI, la population est invitée à une mobilisation générale et à l'éveil patriotique. « Aucun travail, ni service ne sera assuré ce jour du matin jusqu'à 13heures », note ce communiqué.

La METTELSAT annonce de fortes pluies sur la ville de Kinshasa

De fortes pluies sont attendues sur la ville de Kinshasa, a annoncé lundi 31 octobre le service des provisions à l'agence nationale de météorologie et de télédétection par satellite (METTELSAT). « *Nous sommes pendant la saison des pluies. Et nous l'avons annoncé : nous aurons de fortes pluies, qui pourront même entraîner des inondations dans certains quartiers de la ville* », a affirmé le chef de ce service à la METTELSAT, Augustin Talisabo. Il attribue cette situation notamment aux fortes chaleurs qui favoriseront la formation des nuages. Augustin Talisabo demande également à la population de prendre des dispositions nécessaires pour se protéger face à cette série d'averses.

Combats FARDC-M23 : de nouvelles vagues de déplacés signalées à Rutshuru

La situation humanitaire demeure préoccupante dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), où des mouvements des populations sont toujours signalés sur différents axes notamment vers le Nord, à Nyamilima, Nyakakoma et Ishasha. Depuis l'occupation de Rutshuru-Centre et Kiwanja par le M23, la situation humanitaire s'est considérablement dégradée. Plus de vingt mille personnes, qui étaient jusque-là enregistrées dans les camps de déplacés de Rwassa 1 et 2 à Nyongera, près de Kiwanja, sous la gestion du HCR, se sont dispersés de nouveau. A celles-là, s'ajoutent les déplacés qui étaient hébergés dans des écoles, églises et autres édifices public. Selon des sources locales, en l'absence des autorités administratives et sécuritaires locales, les familles déplacées ont également fui le milieu pour se diriger vers d'autres axes. Même les agents des ONG internationales et locales, qui suivaient la situation humanitaire, ont quitté Kiwanja peu avant l'occupation. Cependant, les leaders locaux, les journalistes et responsables coutumiers de la région ont trouvé refuge à la base des casques bleus de la MONUSCO à Kiwanja, avant d'être évacués en début d'après-midi de ce lundi vers Goma par hélicoptère de la MONUSCO.

2. DROITS DES FEMMES

Participation des Femmes et des filles aux élections de 2023 : Les Avis Des OSC Convergent

La question de la participation massive des femmes et des filles aux élections prochaines de 2023 devient un dénominateur commun de plusieurs Organisations de la Société Civile, et Associations des femmes.

Du Cadre de Concertation de la Femme Congolaise (CAFCO), le Mouvement Rien Sans les Femmes (RSLF), en passant par le Forum des Femmes Citoyennes et Engagées pour la Gouvernance, la Démocratie et le Développement (FOFECEDGG), à la Dynamique Nationale des Femmes Candidates (DYNAFEC), le leitmotiv est d'amener plus de femmes, en 2023, à être non seulement électrices mais aussi candidates. Avec la DYNAFEC, la Coordinatrice Carine Kanku pense qu'en 2023, les femmes vont répondre positivement, le défi d'avoir des listes paritaires sera résolu et les femmes de la DYNAFEC sont sûrs d'avoir un électorat propice. *« Je crois qu'en 2023, les femmes vont pouvoir répondre positivement, car la bonne nouvelle est que la tendance à voter les femmes est montée légèrement, une chose à saluer. C'est un défi pour nous de voir les femmes être alignées sur les listes paritaires. Voilà pourquoi, nous nous battons pour relever le défi. D'ailleurs, nous sommes sûrs d'avoir un électorat propice »,* a dit Carine Kanku.

Elections des Femmes (2023) : « Quand la femme dirige, elle travaille avec bonté, son cœur de mère pour le bien-être de tous. » (Gaudens Maheshe)

En prélude des élections de 2023, le secrétaire provincial de la Commission Electorale Nationale Indépendante, CENI, Gaudens MAHESHE souhaite que la femme développe plusieurs stratégies pour se faire élire. Par ailleurs, celui-ci regrette du fait que souvent les femmes sont moins élues et pourtant elles constituent 52 % des électeurs. Dans ce magazine Bonne gouvernance et Participation citoyenne, ce secrétaire fait savoir que la CENI accompagne la femme. Il signale que parmi les innovations de la nouvelle loi électorale, les partis politiques qui alignent sur leurs listes, la moitié ou plus des femmes sur la liste, seront exonérés du paiement de caution. Pour lui : *« Quand la femme gère, elle met son cœur, son âme, son esprit de mère avec toute la bonté ».*

3. SITUATION POLITIQUE

Loi de finances 2023 : Sama Lukonde attendu à l'Assemblée nationale ce mardi pour répondre aux préoccupations des députés

Les députés nationaux ont entamé, vendredi 28 octobre, l'examen du projet de loi de Finances exercice 2023. Après débat, Jean-Michel Sama Lukonde, Premier ministre, a sollicité et obtenu de la part de la représentation nationale, un délai raisonnable pour revenir rencontrer les préoccupations des élus. Ainsi, il va se présenter ce mardi 1er novembre devant les élus de la chambre basse du parlement. Le projet de loi de finances 2023 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à hauteur de 29 511 milliards de francs congolais équivalent à 14,6 milliards de dollars américains, soit un taux d'accroissement de 32,6 % par rapport au budget de l'exercice 2022. Le chef du Gouvernement a expliqué que le budget est élaboré dans un contexte particulier au plan national et international.

Agression dans l'Est : Kinshasa annonce retracer l'implication de Kampala aux côtés du M23

Alors que la tension a remonté d'un cran entre Kinshasa et Kigali, sur fond de la reprise des violents combats entre FARDC et les terroristes du M23, le gouvernement congolais dit être en train de « retracer » si l'Ouganda a participé dans les derniers événements dans la partie Est du pays. À la chute de Bunagana, plusieurs soupçons d'un renfort ougandais au M23 ont plané. Jeudi 27 Octobre 2022, la société civile de Rutshuru a rapporté que les combats rudes ont opposé les FARDC aux Armées Rwandaises et « Ougandaises » à Kibaya non loin du Groupement Busanza, à Matebe, à Buhuri, et Nyesisi et ayant causé les déplacements massifs des populations. Dans un briefing hebdomadaire, tenu ce lundi 31 octobre 2022, Patrick Muyaya, porte-parole du gouvernement congolais dit être informé des spéculations. Cependant, a-t-il souligné les services de renseignement militaire sont pied d'œuvre pour déceler l'implication ou non de l'Ouganda dans les derniers événements à Rutshuru.

Nord-Kivu : le gouverneur militaire appelle la population à la vigilance tous azimuts

Le gouverneur militaire du Nord-Kivu, lieutenant-général Constant Ndimba, a appelé lundi 31 octobre la population à la vigilance tous azimuts, en ce moment où "la province fait face à une situation sécuritaire très préoccupante". Dans cette déclaration lue par son porte-parole à l'issue d'une réunion de sécurité, le gouverneur du Nord-Kivu appelle à la cessation des manifestations populaires susceptibles de favoriser l'infiltration de l'ennemi : *"Au regard de la situation sécuritaire actuelle très préoccupante, le gouverneur militaire demande à la population de rester soudée derrière les forces de défense et de sécurité ; d'éviter des conflits intercommunautaires inutiles. En plus il invite la société civile et mouvements citoyens à s'abstenir d'organiser des manifestations populaires susceptibles de favoriser l'infiltration de l'ennemi"*.

Sud-Kivu : Éclaboussé par un rapport accablant de l'IGF, le gouverneur Théo Kasi adhère à l'UDPS

Théo Ngwabidje, gouverneur de la province du Sud-Kivu a adhéré dimanche 30 octobre 2022 à l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), parti politique de l'actuel Président de la République. Il a officialisé son adhésion au cours d'une cérémonie organisée à Bukavu devant les cadres et militants du parti présidentiel, parmi lesquelles des députés provinciaux et membres de l'exécutif de la province. Par cette adhésion, Théo Ngwabidje quitte par conséquent les rangs de l'Alliance des Forces Démocratiques du Congo (AFDC) de Bahati Lukwebo qui l'avait porté à la tête de la province. Signalons que l'adhésion de l'exécutif du Sud-Kivu survient alors qu'une motion de censure signée par une dizaine de députés pour détournement et incompétence est en gestation contre lui. Ladite motion est basée sur un audit de l'Inspection générale des finances (IGF) suivi d'un rapport accablant.

Combats FARDC-M23 : L'UE appelle à la mise en œuvre effective des engagements politiques de Luanda et de Nairobi

L'Union européenne continue à suivre avec attention la situation à l'Est de la RD Congo, caractérisée par l'agression Rwandaise sous couvert du M23. Pour elle, la seule voie possible pour la paix est la mise en œuvre effective des engagements politiques pris notamment dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi. Dans un communiqué rendu public ce lundi 31 octobre, l'Union européenne appelle à la cessation immédiate des hostilités, au retrait du M23 des zones occupées et au désarmement de tous les groupes armés. Entretemps, l'UE exprime sa solidarité avec toutes les populations civiles touchées par les atrocités en cours dans l'Est de la RDC. Elle redit sa solidarité à l'égard des milliers de civils à nouveau durement impactés par ces violences.

4. SECURITE

RDC-Rutshuru : Human Rights Watch redoute des “exactions généralisées” après l’expansion des zones sous contrôle du M23 à Rutshuru

C’est une crainte exprimée ce mardi 1er novembre 2022 par l’organisation internationale de défense des droits de l’homme, Human Rights Watch, quelques jours après que la rébellion du M23 a étendu son contrôle dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). L’ONG redoute des “exactions généralisées” après la conquête des cités de Kiwanja et de Rutshuru-Centre par les rebelles. Human Rights Watch rappelle qu’elle “a documenté des exactions généralisées commises en 2012 par les combattants du M23 contre des civils, notamment de nombreux meurtres et viols” et s’inquiète : “Le fait que les autorités congolaises et rwandaises n’aient toujours pas tenu ce groupe armé responsable de ses crimes passés renforce les inquiétudes quant à la sécurité des civils désormais sous son contrôle”. Lors de son occupation en 2012, plusieurs cas de disparitions et meurtres avaient été rapportés dans le territoire de Rutshuru, en plus des traitements dégradants subis par les populations. Les Nations unies et l’Union européenne ont appelé à un cessez-le-feu et au retrait du M23 de toutes les zones conquises. La pression diplomatique s’accroît depuis l’occupation de Kiwanja et Rutshuru-centre à la suite d’une offensive lancée par le M23 le 20 octobre dernier.

Nord-Kivu : 4 personnes tuées par des inconnus armés à Beni, (Société civile)

Trois personnes ont été tuées par des hommes armés non autrement identifiés, la nuit du dimanche à ce lundi 31 octobre 2022, dans la localité Mambombo, en groupement Baswagha-Madiwa du secteur de Beni-Mbau, territoire de Beni, en province du Nord-Kivu. Justin Paluku Kavalami, acteur de la société civile de cette partie du territoire de Beni, fait savoir à Actu30.cd que Kitenge Sophie, Muhindo Valania et une certaine Laureine ont été tuées nuitamment par des présumés membres d’une milice locale. À part la tuerie de ces 3 personnes, cet acteur de la société civile rapporte également qu’une maison a été aussi brûlée par ces mêmes hommes armés qui ont pris, par la suite, une destination inconnue. Entre-temps, une autre personne a aussi été tuée dans le village Kahondo, chefferie de Bashu, toujours en territoire de Beni. La victime a été assassinée à son domicile par hommes armés assimilés aux miliciens Maï-Maï.

Dr Mukwege : « L'occupation de Rutshuru et Kiwanja illustre de manière patente l'échec de l'état de siège et de la gouvernance sécuritaire »

Dans un message rendu public dimanche dernier, le Prix nobel de la paix, le docteur Denis Lukwebo, déclare que l'occupation de Kiwanja et Rutshuru, au Nord-Kivu, par les rebelles du M23, démontre l'échec de l'état de siège instauré par le président de la République, Félix Tshisekedi, depuis mai 2021. À l'en croire, cette situation témoigne également de la mauvaise foi du Rwanda et de l'Ouganda. « L'occupation étrangère de Rutshuru et Kiwanja illustre de manière patente l'échec de l'état de siège, de la gouvernance sécuritaire et de la diplomatie régionale mais aussi la mauvaise foi flagrante du Rwanda et de l'Ouganda », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « Toutes les échelles de responsabilité, individuelle et étatique, congolaise et étrangère doivent être établies pour éviter la poursuite du génocide en cours en RDC depuis 1996 ».

Équipe de la Maison des Droits de l'Homme du Centre Carter Pour nous contacter directement
infomdhcongo@cartercenter.org
<https://vlfcongo.org/> www.cartercenter.org
(+243) 81 709 83 29 372, Av. Colonel Mondjiba, Concession Immotex Bâtiment 9B C/ Ngaliema, Kinshasa
République Démocratique du Congo